



LDC5
5TH UNITED NATIONS
CONFERENCE ON THE
LEAST DEVELOPED COUNTRIES

Table ronde thématique de haut niveau 7

Mobilisation des ressources et renforcement des partenariats mondiaux pour le développement durable dans les pays les moins avancés

Mars 8, 2023

Doha time: 14h00 - 17h00

Thematic Roundtables Hall

Note d'orientation

#LDC5

Les PMA sont largement dépendants des ressources publiques pour financer leurs besoins de développement durable. Alors que les besoins de financement des PMA ont augmenté de manière significative, l'accès à la plupart des formes de financement, y compris l'aide publique au développement (APD) et l'investissement direct étranger (IDE), a stagné ou diminué. Au cours de la dernière décennie, la dette extérieure des PMA a augmenté, et est souvent exacerbée par les pertes économiques à grande échelle causées par les catastrophes et les vulnérabilités structurelles.

Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés vise donc à : accroître les ressources que les PMA peuvent canaliser vers la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; combler les déficits de financement des PMA ; et progresser dans la réforme de l'architecture de la dette internationale. Il souligne la nécessité d'encourager les financements et les investissements supplémentaires, de renforcer leurs environnements réglementaires et politiques et de développer des réserves de projets attractifs.

La table ronde thématique de haut niveau se concentrera sur la recherche d'un consensus afin de renouveler et de revigorer les partenariats et de mobiliser des mesures et des actions internationales de soutien supplémentaires pour les PMA. Cela visera à renforcer la résilience des PMA face aux chocs multiples et d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

Les défis du financement des PMA

La mobilisation des ressources pour le développement durable dans les PMA est difficile en raison des vulnérabilités systémiques et structurelles sous-jacentes, qui comprennent de faibles niveaux de revenus et d'épargne intérieure, le manque de mobilisation des ressources intérieures, la faiblesse de l'infrastructure du marché financier ainsi que la forte dépendance à l'égard du financement du développement extérieur. Ces facteurs limitent la capacité des PMA à mobiliser des ressources financières. En outre, le financement privé à l'appui des objectifs de développement durable dans les PMA est resté faible. En conséquence, leur marginalisation dans l'économie mondiale s'est poursuivie.

¹

Les besoins de financement pour atteindre les ODD ont été exacerbés par la lenteur de la reprise après la pandémie de COVID-19, combinées à l'escalade des crises climatique, alimentaire et énergétique au cours des dernières années. La diminution des revenus et le poids élevé de la dette préexistante limitent fortement la capacité des PMA à mettre en œuvre des plans de relance complets. Les déficits budgétaires des PMA, qui se creusaient avant la pandémie, se sont encore aggravés en raison de l'augmentation des dépenses nécessaires dans tous les secteurs. La viabilité de la dette est menacée et la marge de manœuvre budgétaire pour le financement du développement durable s'est réduite de manière alarmante. Des mesures urgentes sont nécessaires pour garantir que les gouvernements des PMA disposent d'une marge de manœuvre budgétaire pour soutenir leurs économies et leurs systèmes de santé et de protection sociale. Ces politiques ont un fort impact sur l'égalité des sexes, car lorsque les services publics sont réduits, les femmes sont les plus touchées.

¹ Pour plus d'informations sur les lacunes et les sources de financement, voir : [OHRLLS : État des PMA 2021 - Mieux reconstruire en réponse à COVID-19](#) et [IATF : Rapport sur le financement du développement durable \(FSDR\) 2022](#)

Soutien à la mobilisation des ressources nationales et à la lutte contre les flux financiers illicites

Les PMA constituent le groupe de pays ayant les ratios médians impôts/PIB les plus faibles, lesquels ont même diminué depuis 2015 pour s'établir à environ 12%. Face à l'urgence des ressources, le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés vise à porter les recettes fiscales à au moins 15% du PIB dans tous les PMA pour leur permettre de devenir autonomes. Il appelle également à une coopération internationale renforcée pour le recouvrement des avoirs volés et leur restitution à leur pays d'origine, conformément à la Convention des Nations unies contre la corruption, ainsi qu'à une coordination intergouvernementale renforcée pour prévenir les flux financiers illicites.

Si les PMA ont fait des efforts pour augmenter les recettes publiques, notamment en élargissant l'assiette fiscale et en renforçant la conformité et la transparence, y compris par la numérisation des systèmes fiscaux, ils doivent continuer à entreprendre des réformes fiscales pour mettre en place des systèmes nationaux de gestion fiscale et financière efficaces, transparents, équitables et responsables. Ils ont également besoin du soutien des partenaires de développement et des institutions compétentes en matière d'impôt progressif, de renforcement des capacités et de l'administration fiscale, de lutte contre l'évasion fiscale, de mobilisation de l'épargne, de numérisation de l'administration fiscale et d'inclusion financière.

Le programme d'action de Doha s'engage à réduire considérablement les flux financiers illicites afin d'aider les PMA à mobiliser des ressources, notamment par le biais d'une coopération internationale accrue, pour enrayer la corruption et le blanchiment d'argent et retrouver, geler et récupérer les avoirs volés et les restituer aux pays d'origine, conformément à la convention des Nations unies contre la corruption.

Financement international public et externe pour contribuer au développement durable dans les pays les moins avancés

L'APD reste cruciale pour le financement des investissements en faveur du développement durable dans les PMA, tandis que les sources de financement innovantes, telles que les financements mixtes, restent limitées dans ces pays. Il est clair que les pays développés doivent faire des efforts plus déterminés pour respecter et, si possible, renforcer leurs engagements en matière d'APD envers les PMA.

En 2020, les décaissements bruts d'APD représentaient 5,6% du PIB, soit une augmentation significative par rapport aux années précédentes, en raison de la réponse à COVID-19. L'APD contribue à une part plus importante de la composition du financement des PMA que pour les autres groupes de pays, ce qui les rend plus vulnérables aux fluctuations.

La part moyenne du revenu national brut (RNB) fournie sous forme d'APD aux PMA par les donateurs du CAD est restée relativement stable, à environ 0,1%, au cours de la dernière décennie. 76 pays donateurs du Comité d'aide au développement (CAD) ont atteint l'objectif de consacrer 0,15% ou plus de leur revenu national brut à l'APD en faveur des PMA en 2021, contre dix pays donateurs en 2011.

Actuellement, les PMA ne reçoivent que 6% des financements privés mobilisés par les interventions officielles de financement du développement, lesquels sont concentrés dans quelques secteurs rentables, comme l'énergie, les services bancaires ou financiers, tandis que les secteurs sociaux sont exclus.

Outre l'augmentation de l'APD pour les PMA, la hiérarchisation des critères d'attribution de l'APD aux PMA pourrait également être davantage étudiée. En outre, des mesures visant à améliorer la qualité de l'APD, par exemple en l'alignant sur les priorités nationales et les ODD, doivent être mises en œuvre.

De même, de nouvelles voies de coopération dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire pourraient être davantage explorées.

Les financements innovants, y compris les financements mixtes, pourraient permettre d'obtenir des financements supplémentaires, substantiels et prévisibles, déboursés d'une manière à respecter les priorités et les besoins particuliers des PMA sans les charger indûment.

Les partenaires de développement devraient veiller à ce que les banques de développement multilatérales, régionales et nationales confrontées à des contraintes de capital disposent d'une position financière solide pour fournir le soutien nécessaire et opportun, y compris le financement concessionnel des banques de développement multilatérales aux PMA, grâce à un processus d'accès simplifié.

Investissement direct étranger (IDE)

Si les IDE vers les PMA ont augmenté de 13% en 2021, globalement, depuis 2011, les flux d'IDE vers les PMA en tant que groupe n'ont augmenté que marginalement et ne se sont concentrés que dans quelques pays. Bien que les investissements dans les secteurs des ODD restent faibles, l'IDE continue d'être une importante source externe de financement pour les PMA.

Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés s'engage à mettre en œuvre la décision contenue dans le Programme d'action d'Addis-Abeba d'adopter et de mettre en œuvre des régimes de promotion des investissements pour les PMA. Ceux-ci fourniraient un soutien financier et technique pour la préparation des projets et la négociation des contrats, un soutien consultatif à la résolution des différends liés aux investissements, l'accès à l'information sur les facilités d'investissement, l'amélioration des environnements favorables, et l'assurance et les garanties contre les risques telles que celles offertes par l'Agence multilatérale de garantie des investissements. À cet égard, le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés propose la création d'un centre d'appui aux investissements internationaux pour les PMA, sous la forme d'un guichet unique.

Initiative en faveur de la viabilité de la dette et de l'annulation de la dette grâce à une architecture de la dette améliorée et transparente

Il est urgent de trouver une solution à long terme à la situation de la dette des PMA. Après l'introduction de l'allègement de la dette par le biais de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) au milieu des années 2000, le stock de la dette des PMA a de nouveau augmenté, la dette publique moyenne des PMA passant de 34% en 2011 à 58% en 2020. En date de septembre 2022, 6 PMA étaient classés comme étant en situation de surendettement, tandis que les 17 PMA présentent un risque élevé de surendettement et de nouvelles augmentations sont attendues.

Au cours de la dernière décennie, la composition de la dette des PMA a considérablement évolué vers des financements moins concessionnels. Un nombre croissant de PMA (principalement en Afrique) ont émis une ou plusieurs obligations souveraines entre 2011 et 2019. Plusieurs initiatives d'allègement du service de la dette ont été lancées à la suite de la crise du COVID-19, mais elles sont insuffisantes pour couvrir les besoins accrus en matière de dépenses.

Le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés vise à remédier au surendettement des PMA d'ici à 2025 et à fournir des solutions coordonnées et appropriées en temps utile à tous les PMA qui sont confrontés à des vulnérabilités en matière de dette ou qui sont en situation de surendettement. Cela afin de tendre vers des niveaux d'endettement durables dans tous les PMA. Le

programme d'action de Doha encourage le FMI à procéder à un examen approfondi de la dette extérieure des PMA, des effets de la pandémie de COVID-19 sur leur capacité de service de la dette et des options politiques possibles aux niveaux national et international pour traiter efficacement leur problème de dette extérieure.

À cet égard, il est crucial de veiller à ce que l'allègement de la dette ne détourne pas les ressources de l'APD. Il est également important d'accroître le soutien, y compris l'assistance financière et technique, au renforcement des capacités institutionnelles dans les PMA afin d'améliorer la gestion durable de la dette en amont et en aval en tant que partie intégrante des stratégies nationales de développement. Il convient également d'envisager l'inclusion de clauses contingentes de l'État dans les contrats de dette publique afin de permettre des suspensions en temps de crise et de donner l'exemple aux marchés privés, notamment en accordant une suspension du service de la dette.

Envois de fonds

Les envois de fonds vers les PMA avaient augmenté relativement rapidement, passant de 28,2 milliards de dollars US en 2011 à 52,1 milliards de dollars US en 2019, ce qui correspond à environ 5% du PIB. Cependant, les envois de fonds vers les PMA ont également été affectés par le COVID-19 et les coûts des envois de fonds vers les PMA sont restés disproportionnellement élevés.

Ainsi, le programme d'action de Doha en faveur des pays les moins avancés vise à améliorer l'accès, l'utilisation et la qualité des services financiers afin de réduire le coût des transferts de fonds vers les PMA à moins de 3% des coûts de transaction. Il est essentiel d'accroître la transparence et la concurrence sur le marché des transferts de fonds et de promouvoir l'alphabétisation et l'inclusion financières des migrants et de leurs familles par l'éducation et la formation.

Questions directrices : Lors de leurs interventions, les orateurs, les panélistes et les participants doivent être guidés par les questions pertinentes suivantes :

1. Comment les PMA, avec le soutien de leurs partenaires de développement, peuvent-ils augmenter les recettes publiques, mobiliser l'épargne intérieure pour investir dans le développement durable et réduire les inégalités, y compris les inégalités entre les sexes ?
2. Comment les sources de financement traditionnelles et innovantes peuvent-elles être renforcées pour répondre aux besoins de financement des PMA de manière prévisible et efficace ?
3. Quelles mesures concrètes peuvent être mises en œuvre pour promouvoir les investissements nationaux et étrangers dans les PMA ? Quel rôle le centre d'appui aux investissements internationaux proposé peut-il jouer pour soutenir les PMA ?
4. Comment ramener la dette croissante des PMA à un niveau soutenable et comment rendre l'architecture internationale de la dette plus favorable aux PMA ?
5. Comment les transferts de fonds peuvent-ils jouer un rôle plus important dans le progrès du développement des PMA ? Quelles mesures efficaces peuvent être prises pour réduire le coût de transaction des transferts de fonds vers les PMA ?